

Membre titulaire (1776-1793)  
Sous-directeur (1784)  
Membre résidant (1802-1804)  
Associé national (1804-1809)

Antoine Mathieu de Moulon est né à Nancy le 8 décembre 1733, fils de Dominique Mathieu de Moulon, avocat à la Cour souveraine, membre de la Société royale, et de sa cousine Barbe Mathieu de Xammes. Après avoir servi dans la marine royale, comme enseigne de vaisseau, il devient avocat et est nommé le 3 novembre 1771 conseiller à la Chambre des comptes de Lorraine.

Proposé par le secrétaire perpétuel de la Société royale des sciences et belles-lettres de Nancy le 26 février 1776, il est élu membre titulaire par le suffrage unanime de l'assemblée le 13 mars 1776. Il prononce son discours de réception le 8 mai 1776, sur la manière d'honorer les talents que la nature a distribués avec inégalité, et conclut que « la manière la plus sûre de s'immortaliser dans tous les états est de contribuer au bonheur des hommes ». Il exerce plus tard les fonctions de sous-directeur, de mai 1783 à mai 1784.

Mathieu de Moulon comparaît à l'assemblée de la noblesse du bailliage de Nancy du 4 avril 1789. Au début de la Révolution, il est élu représentant de la commune pour la paroisse Saint-Roch, le 30 septembre 1789, recensé parmi les notables pour l'élection des officiers municipaux, le 3 mars 1790, et figure sur les listes des électeurs des 14 mai 1790 et 20 juin 1791. Il préside des sections de la municipalité et fait partie de la députation envoyée à Paris pour offrir le don patriotique de la ville à l'Assemblée nationale, le 2 janvier 1790. Il est membre du conseil du 6<sup>e</sup> arrondissement de la ville lorsque, sous la Convention, il est victime d'une épuration. En effet, ses deux fils ont émigré : Pascal-Joseph, lieutenant de Lorraine-infanterie, et Léopold-Louis, aspirant du corps de l'artillerie. Frappé d'un mandat d'arrêt, il est saisi le 28 août 1793 et incarcéré à la maison des ci-devant Annonciades avec sa femme, Anne-Élisabeth Racle, et sa fille Anne-Élisabeth. Après la chute de Robespierre, l'instauration de nouveaux comités de surveillance et la mission confiée au Conventionnel Jean-Baptiste Michaud d'examiner les motifs ayant entraîné des incarcérations et de procéder à des élargissements partiels, Moulon entreprend de se justifier ; il s'adresse au Représentant du peuple, aux comités de surveillance, aux corps constitués, adresse une pétition à la Société populaire, le 15 Fructidor an II (1<sup>er</sup> septembre 1794), puis à la commune, le 16 vendémiaire an II (7 octobre 1794). À cette dernière, il demande un certificat qui puisse le justifier. Il est finalement libéré en novembre, avec sa femme et sa fille. L'année suivante, il est porté sur la liste des électeurs du 6<sup>e</sup> arrondissement de Nancy le 23 fructidor an III (9 septembre 1795) puis élu membre du tribunal criminel du département de la Meurthe, le 27 Vendémiaire an IV (19 octobre 1795). Il ne l'est plus en 1796 lorsqu'il demande une pension. Pour l'an XI et l'an XII (1801-1803), « Mathieu-Moulon, ex-magistrat à Nancy », est porté sur la liste des notables établie selon les dispositions du 13 ventôse an IX (4 mars 1801).

Lorsque l'ancienne Société royale supprimée en 1793 est recrée sous l'appellation de Société libre des sciences, lettres et arts, en 1802, il est porté sur la liste de ses membres résidants. Il y lit un discours sur l'estime de soi, le 22 septembre 1802, puis en séance publique, le 25 août 1803, un autre sur la justice. Mais il n'a pas la possibilité de participer longtemps aux travaux de l'académie car il fait ses adieux à ses confrères, en leur annonçant qu'il vient d'être nommé juge au tribunal de Sarrebruck. Il figure encore, sous le nom de Moulon, sur la liste des associés correspondants de 1809 et l'*Almanach impérial* le mentionne juge au tribunal de première instance du département de la Sarre à Sarrebruck en 1805 et 1806 puis juge à la cour criminelle du département de la Sarre à Trèves, de 1807 à 1810. En 1811, il fait une nouvelle demande de pension.

Selon Panigot, il serait mort en 1815. Son fils aîné, Pascal-Joseph (Nancy 1768-Paris 1852), lieutenant à Lorraine-Infanterie (1786), émigré en 1791 et combattant dans l'armée de Condé, a été amnistié en l'an XI. Fait chevalier de Saint-Louis en 1814, il a fait une carrière de sous-préfet à Nancy (1814) puis à Lunéville (1815), à Chalon-sur-Saône (1820) et à Tournon (1830-1832). Léopold-Louis (Nancy 1769-), son frère cadet, réfugié à Isola, en Istrie, fut père d'Amédée de Moulon (Isola 1797-Trieste 1879), médecin à Trieste connu pour ses travaux sur le choléra et la peste. [Jean-Claude Bonnefont, Alain Petiot]

*Almanach du citoyen pour le département de la Meurthe* (An X-An XI) ; *Almanach impérial* (1805-1810) ; *Annuaire statistique du département de la Meurthe* (An XII-1806) ; Archives de l'Académie de Stanislas, procès-verbaux manuscrits, vol. V, f° 355, 360 et 442-455, vol. 1, f° 13 ; Centre historique des archives nationales, « Demandes de pensions accordées ou refusées à des magistrats (An VIII-1817) », BB<sup>25</sup> 14 ; Pierre CLÉMENDOT, *Le département de la Meurthe sous le Directoire*, Raon-l'Étape, 1966, (sans pagination, note 179) ; *Journal des départements de la Moselle, de la Meurthe, de la Meuse et des Vosges*, (4<sup>e</sup> jour complémentaire an 3-20 septembre 1795), (4 Brumaire an 4-26 octobre 1795) ; Le C<sup>te</sup> A. de MAHUET, *Biographie de la Chambre des comptes de Lorraine*, Nancy, 1914, p. 110 ; E. PANIGOT, « Notices biographiques et bibliographiques des membres de l'Académie de Stanislas de 1750 à 1880 » (Mars 1883), Nancy, bibliothèque Stanislas, ms 960-962 (702), t. 1, f° 82 ; Dom Ambroise PELLETIER, *Nobiliaire ou armorial général de la Lorraine et du Barrois*, tome premier, Nancy, 1758, p. 546 ; Pétition de Mathieu Moulon à la Société Populaire de Nancy (15 fructidor, an 2) et Pétition du même à la commune de Nancy (16 vendémiaire, an 3). Nancy, bibliothèque Stanislas, 4397<sup>m et n</sup> ; Christian PFISTER, *Les assemblées électorales dans le département de la Meurthe, les cantons et la ville de Nancy. Procès-verbaux originaux, avec la liste de tous les fonctionnaires de Nancy de 1789 à 1800*, Nancy, Société d'archéologie lorraine, 1912 ; Albert TROUX, *La vie politique dans le département de la Meurthe d'août 1792 à octobre 1795*, 2 vol., Nancy, 1936.